MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

Ecole normale d'éducation physique.

Le Président de la République française,
Vu le décret du 5 octobre 1923, portant
transformation du cours de perfectionne-
ment en école normale d'éducation physi-
quen :
Sur le rapport du ministre des finances
et du ministre de la santé publique et de
l'éducation physique,
Décidée :
Art. 1er. — L'école normale d'éducation
 physique est placée sous l'autorité directe
du ministre chargé de l'éducation physi-
quen, qui l'administre et assure son fonc-
tionnement au moyen des crédits inscrits
pour cet objet, au budget du ministère.
L'enseignement y est donné gratuite-
ment.
Art. 2. — Le directeur de l'école normale
d'éducation physique est nommé par arrêté
du ministre de la santé publique et de l'é-
ducation physique. Il est chargé de l'admi-
nistration, de la surveillance des études,
de l'organisation de l'enseignement, de la
discipline et, d'une manière générale, de
l'étude et de l'application de toutes mesu-
res destinées à assurer la bonne marche
de l'école ; il doit, à cet effet, faire toutes
propositions utiles au ministre.
Art. 3. — L'école est destinée à former
des professeurs d'éducation physique des
deux sexes pour les établissements d'en-
seignement public du deuxième degré (lycées,
collèges, cours secondaires, écoles
normales d'instituteurs et d'institutrices,
écoles primaires supérieures et écoles tech-
niques).
Art. 4. — Les élèves sont recrutés au
concours parmi les candidats reçus au cer-
tificat d'aptitude au professorat de l'édue-
cation physique (1re partie) et dans l'ordre
de mérite. Le nombre des places vacantes
est fixé chaque année par arrêté.
Les titulaires du certificat d'aptitude au
professorat de l'éducation physique (1re
partie) peuvent être autorisés à prendre
part aux épreuves en vue de leur admissi-
on à l'école normale d'éducation physi-
quen.
Art. 5. — Les candidats doivent être de
nationalité française, âgés de trente ans
au plus au 31 décembre de l'année du con-
cours et souscrire sur papier timbré un
engagement de servir pendant dix ans dans
l'enseignement public.
Art. 6. — Le régime de l'école normale
d'éducation physique est fixé par arrêté
du ministre de la santé publique et de
l'éducation physique.
Des cours préparatoires ou complémen-
taires peuvent être organisés en matière
d'éducation physique et sportive dans le
cadre de l'école. Les modalités de fonc-
tionnement de ces cours sont déterminées
par arrêté du ministre de la santé publique
et de l'éducation physique.
L'école peut admettre des auditeurs li-
bris dans une proportion fixe, chaque an
née, par le ministre. Un arrêté fixe les
conditions d'admission de ces auditeurs.
Art. 7. — Le ministre de la santé publi-
que et de l'éducation physique fixe, par
arrêté, l'organisation de l'enseignement,
le règlement intérieur de l'école, les condi-
tions de recrutement du personnel admi-
nistratif et enseignant ; il nomme directe-
ment ce personnel.

ARTICLES DE RÉDITOUATION

Art. 8. — Les conditions de rétribution
du personnel administratif et enseignant
sont fixées par décret contresigné par la
ministre des finances et par le ministre de
la santé publique et de l'éducation physi-
quen.
Art. 9. — Le décret du 5 octobre 1923 est
abrogé.
Art. 10. — Le ministre de la santé publi-
que et de l'éducation physique et le mi-
nistre des finances sont chargés, chacun en
ce qui le concerne, de l'exécution du pré-
cent décret, qui sera publié au Journal
officiel.
Fait à Paris, le 20 décembre 1935.

ALBERT LEHUR.
Par le Président de la République.
Le ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,
ERNEST LAFONT.
Le ministre des finances,
MARCEL RÉGISSEUR.